



**Comité sectoriel de la Sécurité sociale et de la Santé  
Section « Sécurité sociale »**

CSSS/08/062

**DÉLIBÉRATION N° 08/020 DU 8 AVRIL RELATIVE À LA COMMUNICATION  
DE CERTAINES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL AU SERVICE DES  
CRÉANCES ALIMENTAIRES DU SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL FINANCES**

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, notamment son article 15, § 1<sup>er</sup> ;

Vu la demande du service public fédéral Finances du 30 octobre 2007 ;

Vu la demande du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé du 18 janvier 2008 visant à obtenir des renseignements complémentaires ;

Vu la lettre du service public fédéral Finances du 19 mars 2008 ;

Vu le rapport d'auditorat de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 20 mars 2008 ;

Vu le rapport de monsieur Yves Roger.

**A. OBJET DE LA DEMANDE**

**1.1.** Par la loi du 21 février 2003, un Service des créances alimentaires a été institué auprès du service public fédéral Finances. Ce service, qui fait partie des services des recouvrements non-fiscaux de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale, est notamment chargé de la perception et du recouvrement des créances alimentaires à charge des débiteurs d'aliments et du paiement et du recouvrement des avances sur les pensions alimentaires.

**1.2.** Le Service des créances alimentaires souhaite obtenir accès à certaines banques de données à caractère personnel du réseau de la sécurité sociale, en vue de la

réalisation de ses missions légales et réglementaires. Il s'agirait plus précisément de la banque de données à caractère personnel DmfA, du répertoire des employeurs, du fichier du personnel des employeurs inscrits à l'Office national de sécurité sociale et à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales et de la banque de données à caractère personnel relative aux pécules de vacances gérée par l'Office national des vacances annuelles.

A l'aide des données à caractère personnel en question, le Service des créances alimentaires souhaite connaître les ressources et les revenus à la fois des créanciers d'aliments (les bénéficiaires des pensions alimentaires) et des débiteurs d'aliments défaillants (débiteurs des pensions alimentaires) ainsi que l'identité des instances qui accordent ces ressources et revenus (employeurs, institutions de sécurité sociale, ...).

Les données à caractère personnel seraient utilisées, d'une part, pour la perception et le recouvrement des créances alimentaires et, d'autre part, pour le paiement et le recouvrement des avances sur les pensions alimentaires accordées par les centres publics d'action sociale ou par le Service des créances alimentaires.

- 1.3.** L'accès aux banques de données à caractère personnel serait limité aux collaborateurs qui ont été explicitement chargés des missions précitées. Les données à caractère personnel seraient uniquement consultées cas par cas pour répondre à des besoins ponctuels et fonctionnels. Il n'est pas question d'une communication systématique des données à caractère personnel relatives à chaque créancier d'aliments ou débiteur d'aliments.

Les données à caractère personnel seraient uniquement utilisées dans le cadre d'une évaluation et description objectives, complètes et actuelles des revenus des créanciers d'aliments et des débiteurs d'aliments concernés, en vue de l'octroi d'avances aux créanciers d'aliments, du recouvrement d'avances auprès des débiteurs d'aliments et de l'octroi de facilités de paiement ou de la surséance indéfinie au recouvrement au profit des débiteurs d'aliments défaillants.

D'une part, lorsque le Service des créances alimentaires doit décider de l'octroi d'avances sur les pensions alimentaires, il doit tenir compte des moyens d'existence du demandeur. En effet, des avances ne sont accordées que dans la mesure où les moyens d'existence du créancier d'aliments concerné ne dépassent pas un montant déterminé.

D'autre part, lors du recouvrement de créances alimentaires ou d'avances sur les créances alimentaires auprès du débiteur d'aliments, une enquête détaillée sur la situation financière de l'intéressé doit être réalisée. En cas de résultat de solvabilité positif, la procédure appropriée de recouvrement sera mise en œuvre. En cas de résultat de solvabilité négatif, la surséance indéfinie au recouvrement sera accordée. Toutefois, la solvabilité de l'intéressé est régulièrement réexaminée. Par ailleurs, le débiteur d'aliments concerné peut demander à tout moment des facilités de

paiement spéciales, qui seront également accordées en fonction de sa situation financière (suite à la demande, le Service des créances alimentaires examinera les ressources dont dispose l'intéressé et établira un plan de paiement sur base de cela).

- 1.4.** Conformément à l'article 7, § 2, de la loi du 21 février 2003 *créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances*, le créancier d'aliments qui demande l'octroi d'avances mentionne lors de sa demande le montant de ses revenus mensuels et y joint l'extrait de rôle le plus récent ou tout autre élément de preuve matérielle.

En outre, il accorde au Service des créances alimentaires l'autorisation expresse de demander tout renseignement utile concernant ses moyens d'existence auprès des services publics ou des institutions chargées de tâches d'utilité publique, dont les institutions de sécurité sociale.

En vertu de l'article 22 de la loi du 21 février 2003, les institutions de sécurité sociale sont tenues de fournir au Service des créances alimentaires tous renseignements utiles concernant les ressources, le domicile ou la résidence du créancier d'aliments et du débiteur d'aliments, en vue de la perception et du recouvrement des créances alimentaires.

- 1.5.** Le Service des créances alimentaires souhaite obtenir accès aux types de données à caractère personnel suivants : d'une part, les ressources et revenus des créanciers d'aliments et des débiteurs d'aliments et, d'autre part, l'identité des instances qui accordent ces ressources et revenus.

Ces données à caractère personnel figurent dans la banque de données à caractère personnel DmfA, le répertoire des employeurs, le fichier du personnel et la banque de données à caractère personnel relative aux pécules de vacances gérée par l'Office national des vacances annuelles.

- 1.6.** La banque de données à caractère personnel DmfA est gérée par l'Office national de sécurité sociale et l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales. Elle contient, outre quelques données purement administratives, des données à caractère personnel issues des déclarations DmfA (« déclaration multifonctionnelle / multifunctionele aangifte ») introduites auprès de ces institutions publiques de sécurité sociale.

Le Service des créances alimentaires du service public fédéral Finances souhaite principalement être informé de la nature, de l'importance et de la périodicité des revenus des intéressés et de l'identité des débiteurs des revenus.

Les données à caractère personnel suivantes seraient dès lors consultées à partir du numéro d'identification de la sécurité sociale de l'intéressé (l'utilisation du numéro d'identification de la sécurité sociale permet au Service des créances alimentaires d'identifier l'intéressé de façon univoque).

*Identification de l'employeur* : le numéro unique d'entreprise, le numéro d'identification de l'unité locale et (éventuellement) l'indication de curatelle.

*Occupation de l'intéressé* : l'année et le trimestre de la déclaration, la date de début et de fin du trimestre, le code employeur, le code travailleur, la date de début et de fin de l'occupation, le type de contrat de travail, le statut du travailleur, la notion « pensionné » et le type d'apprenti.

*Revenus de l'intéressé* : le mode de rémunération, le code de rémunération, la fréquence du paiement, le montant de la rémunération et - en ce qui concerne l'indemnité au cours d'une période d'incapacité en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle - la nature de l'indemnité, le taux d'incapacité et le montant de l'indemnité.

- 1.7.** Le répertoire des employeurs de l'Office national de sécurité sociale et de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales contient des données à caractère personnel au niveau de l'employeur.

Le Service des créances alimentaires souhaite consulter les données à caractère personnel suivantes : le numéro d'immatriculation, le numéro d'identification de la sécurité sociale, le numéro unique d'entreprise, le nom et le prénom, la dénomination, la forme juridique, l'adresse et le code de la commune du siège social, l'adresse e-mail, l'identification du secrétariat social et du prestataire de services, la date de la curatelle, le nom et l'adresse du curateur, l'institution publique de sécurité sociale concernée, le type d'employeur, le code « secteur immobilier » et - par catégorie d'employeur - la date d'inscription et de radiation, le code NACE et le siège d'exploitation.

A l'aide de ces données à caractère personnel, le Service des créances alimentaires souhaite retrouver l'identité de l'employeur ou de l'instance qui paie les revenus, dans le cadre d'une procédure de saisie-arrêt ou dans le cadre d'une enquête de solvabilité nécessaire pour les décisions comme la surséance indéfinie au recouvrement ou l'octroi de facilités de paiement spéciales.

- 1.8.** Le fichier du personnel des employeurs inscrits à l'Office national de sécurité sociale et à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales est alimenté par la « déclaration immédiate d'emploi » (DIMONA).

Le service public fédéral Finances souhaite obtenir la communication des données à caractère personnel suivantes du fichier du personnel : le numéro d'immatriculation de l'employeur auprès de l'Office national de sécurité sociale ou de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, le numéro unique d'entreprise de l'employeur, le numéro d'identification de la sécurité sociale du travailleur et la date d'entrée en service et de sortie de service du travailleur. En outre, quelques données purement administratives seraient mises à la disposition du service public fédéral Finances : la nature de la déclaration immédiate d'emploi

(entrée en service, sortie de service, modification, suppression), le numéro DIMONA (ce numéro identifie la relation entre le travailleur et l'employeur) et l'institution publique de sécurité sociale concernée (l'Office national de sécurité sociale ou l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales).

Ces données à caractère personnel permettent de retrouver le dernier employeur connu ou l'employeur actuel ou la dernière situation connue ou la situation actuelle qui procure des revenus, en vue d'une éventuelle saisie-arrêt par le Service des créances alimentaires.

- 1.9.** A l'aide du numéro d'identification de la sécurité sociale de l'intéressé, les données à caractère personnel suivantes seraient demandées à l'Office national des vacances annuelles : d'une part, le montant et la période de paiement du pécule de vacances (afin d'examiner l'opportunité d'une saisie-arrêt et de vérifier la solvabilité de l'intéressé) et, d'autre part, l'identité de la caisse de vacances compétente (pour exécuter éventuellement une saisie-arrêt).

## **B. EXAMEN DE LA DEMANDE**

- 2.1.** Il s'agit d'une communication de données à caractère personnel qui, en vertu de l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, doit faire l'objet d'une autorisation de principe de la section sécurité sociale du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.
- 2.2.** Le Service des créances alimentaires du service public fédéral Finances est chargé de la perception et du recouvrement des créances alimentaires et du paiement et du recouvrement des avances accordées sur les pensions alimentaires. Pour ce faire, il a besoin de données à caractère personnel concernant les ressources et revenus des débiteurs d'aliments et des créanciers d'aliments et concernant l'identité des instances qui accordent ces ressources et revenus. La communication vise plus précisément le recouvrement des avances accordées sur les pensions alimentaires, le contrôle des moyens d'existence du demandeur d'avances, la détermination de la stratégie de recouvrement et la justification de la fin de l'intervention du Service des créances alimentaires. Il s'agit d'une finalité légitime.
- 2.3.** Les données à caractère personnel communiquées semblent pertinentes et non excessives par rapport à la finalité précitée.
- 2.4.** Données à caractère personnel de la banque de données à caractère personnel DmfA

*Identification de l'employeur* : le numéro unique d'entreprise, le numéro d'identification de l'unité locale et (éventuellement) l'indication de curatelle. Le

Service des créances alimentaires doit pouvoir identifier l'employeur de l'intéressé de façon univoque, en vue d'une éventuelle saisie-arrêt sur les revenus de l'intéressé. Le numéro d'identification de l'unité locale permet au Service des créances alimentaires, le cas échéant, de contacter l'employeur afin d'obtenir des informations complémentaires. Par ailleurs, il est nécessaire de savoir si l'employeur se trouve sous curatelle étant donné qu'une saisie-arrêt peut alors s'avérer inutile.

*Occupation de l'intéressé* : l'année et le trimestre de la déclaration, la date de début et de fin du trimestre, le code employeur, le code travailleur, la date de début et de fin de l'occupation, le type de contrat de travail, le statut du travailleur, la notion « pensionné » et le type d'apprenti. La date de début et de fin, d'une part, de l'année et du trimestre de la déclaration et, d'autre part, de l'occupation permettent de connaître la période sur laquelle portent l'occupation et les revenus. Le type de contrat de travail (temps plein / temps partiel) donne une idée de la saisissabilité des revenus et du cumul possible de revenus. Le statut du travailleur renvoie à la nature de l'occupation (artiste, ouvrier saisonnier, travailleur à domicile, ...) et peut être utile pour déterminer la saisissabilité des revenus. Le code employeur et le code travailleur fournissent une indication de la nature de l'occupation (par exemple, occupation d'un étudiant) et sont des éléments à prendre en considération au moment de décider si une procédure de saisie-arrêt doit être mise en œuvre. La notion de « pensionné » et le type d'apprenti, finalement, fournissent une indication quant à l'identité de l'instance qui verse les revenus.

*Revenus de l'intéressé* : le mode de rémunération, le code de rémunération, la fréquence du paiement, le montant de la rémunération et - en ce qui concerne l'indemnité au cours d'une période d'incapacité en raison d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle - la nature de l'indemnité, le taux d'incapacité et le montant de l'indemnité. Ces données à caractère personnel permettent d'examiner la saisissabilité des revenus (en fonction de la périodicité et de la nature des revenus). Le comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé est cependant d'avis qu'il n'est pas nécessaire de connaître le taux d'incapacité pour la réalisation des finalités précitées et que celui-ci ne peut dès lors pas être mis à la disposition.

## **2.5. Données à caractère personnel du répertoire des employeurs**

Le Service des créances alimentaires informe qu'il souhaite disposer, par employeur, des données à caractère personnel suivantes : le numéro d'immatriculation, le numéro d'identification de la sécurité sociale, le numéro unique d'entreprise, le nom et le prénom, la dénomination, la forme juridique, l'adresse et le code de la commune du siège social, l'adresse e-mail, l'identification du secrétariat social et du prestataire de services, la date de la curatelle, le nom et l'adresse du curateur, l'institution publique de sécurité sociale concernée, le type d'employeur, le code « secteur immobilier » et - par catégorie d'employeur - la date d'inscription et de radiation, le code NACE et le siège d'exploitation.

Le service public fédéral Finances doit avoir accès au répertoire des employeurs pour retrouver l'identité de l'employeur ou de l'instance qui verse les revenus. Cette identité est importante pour pouvoir mettre en œuvre une procédure de saisie-arrêt.

Par ailleurs, le Service des créances alimentaires aura besoin de l'identité de l'employeur pour l'évaluation de la situation du débiteur d'aliments défaillant concerné lorsque des mesures en faveur de ce dernier sont envisagées (surséance indéfinie au recouvrement, facilités de paiement, ...).

## **2.6. Données à caractère personnel du fichier du personnel**

Le service public fédéral Finances souhaite obtenir la communication des données à caractère personnel suivantes du fichier du personnel : le numéro d'immatriculation de l'employeur auprès de l'Office national de sécurité sociale ou de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales, le numéro unique d'entreprise de l'employeur, le numéro d'identification de la sécurité sociale du travailleur et la date d'entrée en service et de sortie de service du travailleur. En outre, quelques données purement administratives seraient mises à la disposition du service public fédéral Finances : la nature de la déclaration immédiate d'emploi (entrée en service, sortie de service, modification, suppression), le numéro DIMONA (ce numéro identifie la relation entre le travailleur et l'employeur) et l'institution publique de sécurité sociale concernée (l'Office national de sécurité sociale ou l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales).

Le fichier du personnel des employeurs inscrits à l'Office national de sécurité sociale et à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales contient principalement des données à caractère personnel qui indiquent auprès de quel employeur et durant quelle période une personne a été employée.

Ces données à caractère personnel sont nécessaires en vue d'une éventuelle saisie-arrêt.

## **2.7. Données à caractère personnel de l'Office national des vacances annuelles**

Des données à caractère personnel relatives au pécule de vacances du contribuable négligent concerné doivent également être prises en compte (montant, période de paiement et identité de la caisse de vacances compétente) lors de l'examen de la solvabilité de l'intéressé et lors de l'exécution éventuelle de la saisie-arrêt.

**2.8.** Les données à caractère personnel seront uniquement consultées cas par cas pour répondre à des besoins ponctuels et fonctionnels.

**2.9.** Conformément à l'article 14 de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, les données à

caractère personnel seront mises à la disposition à l'intervention de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

Le Centre de communication de la Fiscalité fédérale (la plateforme du service public fédéral Finances) fera office de point de contact central et unique.

- 2.10.** Par sa délibération n° 04/33 du 7 septembre 2004, le comité sectoriel a autorisé le Service des créances alimentaires du service public fédéral Finances, de façon générale, à obtenir des données à caractère personnel de la part des institutions de sécurité sociale.

Toutefois, le comité sectoriel avait estimé qu'il était souhaitable de limiter provisoirement l'autorisation à la communication de données à caractère personnel sur support papier. Un flux de données à caractère personnel électronique institutionnalisé entre les institutions de sécurité sociale et le Service des créances alimentaires doit dès lors faire l'objet d'une nouvelle autorisation du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé.

Dans la délibération précitée, le comité sectoriel a également constaté qu'il existe une disposition légale explicite qui permet au Service des créances alimentaires de demander des informations dans le cadre de ses missions spécifiques (article 22 de la loi du 21 février 2003 *créant un Service des créances alimentaires au sein du SPF Finances*). Il a jugé que le comité sectoriel ne peut que constater en l'occurrence l'admissibilité de la communication, mais qu'il doit cependant vérifier, conformément à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 janvier 1990, si la communication est conforme à cette loi et à ses arrêtés d'exécution.

## **C. MESURES DE SÉCURITÉ**

- 3.1.** Le comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé constate que le service public fédéral Finances a mis en œuvre un ensemble de mesures visant à la sécurité des données à caractère personnel à communiquer et à la protection de la vie privée des personnes auxquelles les données à caractère personnel ont trait.
- 3.2.** Le service public fédéral Finances dispose d'une infrastructure qui intègre un grand nombre d'applications dans une architecture commune, à savoir le Centre de communication de la fiscalité fédérale, une plateforme qui en l'occurrence fera office de point de contact unique et central.

Il relève de la tâche du Centre de communication de la fiscalité fédérale de veiller à ce que les données à caractère personnel soient uniquement communiquées à la section compétente du service public fédéral Finances. Le Comité sectoriel prend connaissance du rôle important réservé au Centre de communication de la fiscalité fédérale.



L'accès aux données à caractère personnel du réseau de la sécurité sociale est subordonné à une recherche préalable dans une application propre du Service public fédéral Finances qui gère les dettes consolidées en matière de contributions directes et de taxes sur la valeur ajoutée, mais également en matière de pensions alimentaires. Le Centre de communication de la fiscalité fédérale ne communiquera les données à caractère personnel concernées que dans la mesure où l'intéressé est effectivement concerné par un dossier de pension alimentaire au moment de la demande.

- 3.3.** Les collaborateurs du service public fédéral Finances ont accès aux diverses applications à travers une interface utilisateur web standardisée du Centre de communication de la fiscalité fédérale, qui est chargé de l'identification et de l'authentification des intéressés et du contrôle de leur accès aux diverses applications, notamment sur la base des informations de la banque de données à caractère personnel en matière de personnel gérée par le service public fédéral Finances (par exemple, l'identification du service au sein duquel l'intéressé est occupé).

Chaque agent du service public fédéral Finances s'identifie à l'aide d'un nom d'utilisateur, composé de la partie individuelle de son adresse e-mail, après quoi il s'authentifie à l'aide de son mot de passe. Ce mot de passe répond à certaines contraintes (les mots de passe trop simples sont à éviter) et doit régulièrement être modifié.

Pour l'identification des agents du service public fédéral Finances, le Centre de communication de la fiscalité fédérale dispose de leur adresse e-mail, de leur numéro matricule en tant que fonctionnaire et de leur numéro d'identification du registre national des personnes physiques. Une cellule spéciale gère ce répertoire central de type LDAP, sous la surveillance d'un conseiller en sécurité de l'information.

- 3.4.** Le service public fédéral Finances surveille l'accès aux données à caractère personnel.

Pour garantir que seules soient demandées les données à caractère personnel relatives aux personnes qui ont soit une dette fiscale auprès de la direction Recouvrement (voir également la délibération du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé n° 08/019 du 8 avril 2008 relative à la communication de données à caractère personnel à la direction Recouvrement) ou qui sont soit connues en tant que débiteur d'aliments ou créancier d'aliments auprès du Service des créances alimentaires, il sera fait appel à l'application « consultation de dettes ».

Pour garantir en outre que seul un agent compétent, c'est-à-dire un agent qui est appelé à traiter un dossier concernant l'intéressé, puisse consulter les données à caractère personnel de l'intéressé, les informations relatives au bureau des recettes

compétent seront utilisées à partir de cette même application « consultation de dettes ».

L'application « consultation de dettes », qui a été développée en premier lieu pour un usage interne au sein du service public fédéral Finances, est accessible sur la base du numéro d'identification du registre national des personnes physiques du débiteur et permet d'accéder à la situation actuelle des dettes de ce dernier en ce qui concerne les contributions directes et la taxe sur la valeur ajoutée ainsi que des dettes auprès du Service des créances alimentaires.

Les créances alimentaires sont déterminées sur la base d'un jugement d'un tribunal ou dans un acte notarié. Ces décisions sont introduites par les collaborateurs de la cellule du Service des créances alimentaires du bureau des recettes compétent sur la base du domicile du créancier d'aliments. Si le débiteur a son domicile dans une autre circonscription administrative, le recouvrement est traité par un autre bureau des recettes. A l'aide d'un échantillon d'au moins quinze pour cent, il est systématiquement vérifié si les décisions ont été introduites correctement.

Pour le créancier d'aliments il n'existe pas de dette alimentaire mais s'il demande des avances sur la pension alimentaire, une enquête sur la situation patrimoniale doit être réalisée (les revenus du demandeur ne peuvent pas dépasser un montant déterminé). Pour garantir un même niveau strict de contrôle de l'accès aux données à caractère personnel, une dette de zéro euro est introduite pour la forme dans l'application « consultation de dettes ». Dès que l'enquête est terminée, cet enregistrement pro forma est supprimé. Un échantillon minimum permet ici aussi de contrôler systématiquement le respect des règles.

Le comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé estime toutefois qu'il est nécessaire de prévoir une séparation stricte entre, d'une part, l'instance qui enregistre des personnes dans « consultation de dettes » et, d'autre part, l'instance qui pour la réalisation de ses tâches doit avoir accès à cette application. Ceci permet d'éviter qu'un agent du service public fédéral Finances enregistre une personne dans « consultation de dettes » dans le seul but de consulter les données à caractère personnel de cette personne de façon illégitime.

L'accès aux données à caractère personnel précitées du réseau de la sécurité sociale sera uniquement accordé par le Centre de communication de la fiscalité fédérale dans la mesure où le collaborateur a été identifié comme appartenant au service compétent du service public fédéral Finances et qu'il existe pour le numéro d'identification du registre national des personnes physiques au moins une dette qui est traitée par le service du collaborateur précité, ce qui est contrôlé à l'aide de « consultation de dettes ».

La réponse sera uniquement transmise à la personne qui a pu introduire la demande. Par ailleurs, comme indiqué ci-dessus, il ne sera pas question d'une consultation systématique.

- 3.5.** Chaque recherche (cas par cas, sur la base du numéro d'identification de la sécurité sociale) fait l'objet d'un logging au niveau du demandeur. Les loggings sont conservés par le Centre de communication de la fiscalité fédérale.

Le système en question prévoit des mesures permettant de vérifier quels agents ont eu accès à des données à caractère personnel et quelles actions ils ont réalisé par rapport à ces données à caractère personnel.

En l'occurrence, la Banque Carrefour de la sécurité sociale et le service public fédéral Finances conservent tous les deux des loggings concernant les communications effectuées, qui permettent notamment de savoir à quel moment et au sujet de quelle personne des données à caractère personnel ont été communiquées.

La Banque Carrefour de la sécurité sociale n'est toutefois pas en mesure de savoir à quel agent concret du service public fédéral Finances les données à caractère personnel ont été communiquées. La Banque Carrefour de la sécurité sociale ne connaît pas non plus les finalités précises pour lesquelles les données à caractère personnel ont été communiquées. De son côté, le Centre de communication de la fiscalité fédérale enregistre à quelle section du service public fédéral Finances les données à caractère personnel sont communiquées.

Le service public fédéral Finances conserve donc des loggings plus détaillés, contenant par communication une indication de quelle personne a obtenu quelles données à caractère personnel concernant quelle personne à quel moment et pour quelle finalité. Par consultation, les informations suivantes seront conservées : le numéro d'identification de la sécurité sociale (qui est soit le numéro d'identification du registre national des personnes physiques, soit le numéro d'identification attribué par la Banque Carrefour de la sécurité sociale) du membre du personnel qui a introduit la requête, le moment de la requête, la nature de la requête, le numéro d'identification de la sécurité sociale de la personne sur laquelle porte la demande, le numéro d'identification de la dette unique ou de la première dette impayée et l'indication selon laquelle la requête a été admise ou non.

Les loggings techniques sont conservés en mode on-line pendant un an et ensuite encore pendant un an sous forme de copie de sauvegarde. Les loggings de sécurité dans le cadre du système de "*identity management*" doivent toutefois être conservés pendant dix ans, en vue du traitement de plaintes éventuelles ou de la détection d'irrégularités éventuelles en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel. Les loggings doivent être protégés au moyen de mesures garantissant la confidentialité, l'intégralité et la disponibilité. Ils sont transmis au comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé et à la Banque Carrefour de la sécurité sociale à leur demande.

- 3.6.** Le service public fédéral Finances mène en outre une politique de sécurité et de confidentialité à l'occasion de laquelle ses fonctionnaires sont informés des

dispositions légales et réglementaires applicables en matière de traitement de données à caractère personnel.

Le service public fédéral Finances a par ailleurs prévu une procédure de sanction. Les requêtes non admises, et donc les tentatives illégitimes, seront systématiquement inventoriées et soumises au conseiller en sécurité de l'information. Des sanctions disciplinaires seront prévues en cas d'abus ou de tentatives d'abus. Les agents du service public fédéral Finances sont en effet soumis à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 *portant le statut des agents de l'Etat* et en particulier aux dispositions de la partie X qui prévoit un régime disciplinaire. Sur le plan de l'application de sanctions, le service public fédéral Finances dispose des organes appropriés qui se prononcent régulièrement sur les infractions constatées et qui imposent les sanctions adéquates.

Les agents sont également soumis aux valeurs communes et aux règles de conduite prévues par la circulaire n° 573 relative au cadre déontologique des agents de la fonction publique administrative fédérale.

Par ailleurs, les agents peuvent faire l'objet d'une poursuite pénale lorsqu'ils commettent une infraction aux dispositions en matière de respect du secret professionnel, comprises dans les divers codes fiscaux (pour les collaborateurs des bureaux des recettes domaniales l'article 236bis du Code des droits d'enregistrement est applicable).

**3.7.** Plusieurs conseillers en sécurité de l'information ont été désignés au sein du service public fédéral Finances.

Les conseillers en sécurité de l'information en question sont chargés, en vue de la protection des données à caractère personnel qui sont traitées par le service public fédéral Finances et en vue de la protection de la vie privée des personnes auxquelles ces données à caractère personnel ont trait, de fournir des avis qualifiés à la personne chargée de la gestion journalière et d'exécuter les missions qui leur ont été confiées par cette dernière. Ils ont une mission de conseil, de stimulation, de documentation et de contrôle en matière de sécurité de l'information.

Ils remplissent également la fonction de préposé à la protection des données, visé à l'article 17bis de la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel*.

Ces conseillers en sécurité de l'information sont chargés de l'exécution de la politique de sécurité de l'information du service public fédéral Finances. Le cas échéant, ils peuvent avoir recours à cette fin au document « *Mesures de référence en matière de sécurité applicables à tout traitement de données à caractère personnel* » de la Commission de la protection de la vie privée.

- 3.8.** Le service public fédéral Finances doit par ailleurs tenir compte des mesures de référence pour la sécurisation de tout traitement de données à caractère personnel, déterminées par la Commission de la protection de la vie privée.

Toute communication doit se dérouler conformément aux dispositions de la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel*, à ses arrêtés d'exécution et à toute autre disposition légale ou réglementaire relative à la protection de l'intégrité de la vie privée.

Par ces motifs,

**la section sécurité sociale du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé**

autorise l'Office national de sécurité sociale, l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales et l'Office national des vacances annuelles à mettre les données à caractère personnel précitées à la disposition du Service des créances alimentaires du service public fédéral Finances, selon les modalités précitées, en vue de rechercher les ressources et les revenus des créanciers d'aliments et des débiteurs d'aliments ainsi que l'identité des instances qui accordent ces ressources et revenus.

Les loggings de sécurité doivent être conservés par le service public fédéral Finances pendant dix ans, en vue du traitement de plaintes éventuelles ou de la détection d'irrégularités éventuelles en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel.

Une séparation stricte doit être prévue entre, d'une part, l'instance qui enregistre des personnes dans l'application « consultation de dettes » et, d'autre part, l'instance qui doit avoir accès à cette application pour la réalisation de ses tâches, afin d'éviter qu'un agent du service public fédéral Finances enregistre une personne dans « consultation de dettes » dans le seul but de consulter les données à caractère personnel de cette personne de façon illégitime.

Yves ROGER  
Président

Le siège du Comité sectoriel de la Sécurité sociale et de la Santé est établi dans les bureaux de la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, à l'adresse suivante : Chaussée Saint-Pierre, 375 – 1040 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11)
--